

# Normes Diluées

Comment les grandes sociétés hydroélectriques adhèrent aux politiques et aux meilleures pratiques sociales et environnementales

## Résumé



INTERNATIONAL  
**RIVERS**  
PEOPLE • WATER • LIFE

International Rivers protège les rivières et défend les droits des communautés qui en dépendent. Fondé en 1985 et avec une petite équipe sur quatre continents, nous travaillons à arrêter les barrages destructeurs et à promouvoir des solutions en eau et en énergie pour un monde juste et durable. Nous recherchons un monde où les rivières en bonne santé et les droits des communautés sont valorisés et protégés.

Ce rapport a été publié par International Rivers en novembre 2019.

1330 Broadway, 3ème étage

Oakland Californie 94612, États-Unis

Téléphone: +1 510 848 1155

[www.internationalrivers.org](http://www.internationalrivers.org)

Merci à nos partenaires et aux sociétés qui ont partagé des informations afin que ce rapport et ces études de cas puissent présenter un large éventail de perspectives. Nous souhaitons exprimer notre gratitude à la Fondation MacArthur et à blue moon fund pour leur soutien.

Ceci est une ressource en accès libre sans copyright. Les organisations et les individus sont invités à utiliser le texte et d'en reconnaître l'origine.

Veuillez citer:

Jensen-Cormier, S (2019). Résumé- Normes Diluées: Comment les grandes sociétés hydroélectriques adhèrent aux politiques et aux meilleures pratiques sociales et environnementales.

Publié par International Rivers. [www.internationalrivers.org](http://www.internationalrivers.org).

Texte: Stéphanie Jensen-Cormier avec l'apport de Josh Klemm

Mise en page: Massimiliano Martino

Traduction: Jean-baptiste Roelens

Les photos sont par International Rivers, sauf si il y a une indication contraire

Photo de couverture: Le Mékong, en Thaïlande. 2016

Photo de la couverture arrière: Coucher de soleil sur le Teles Pires, au Brésil. 2015

## Les rivières à écoulement libre sont essentielles au maintien de la vie sur Terre

Malgré l'impact de l'énergie hydroélectrique, certains gouvernements continuent à privilégier cette source d'électricité dans leur agenda de développement. Ce sont les pays où International Rivers cible son travail.



Les rivières régulent le cycle du carbone, protègent contre des événements climatiques imprévisibles et extrêmes, reconstituent les terres avec des sédiments et des minéraux, nourrissent les écosystèmes critiques et la biodiversité. Leurs pêcheries nourrissent 550 millions de personnes<sup>1</sup>.



Désormais, plus que 21 rivières de plus de 1 000 kilomètres conservent une connexion sans obstacle à la mer.<sup>2</sup>



La biodiversité mondiale en eau douce a diminué de 83%.<sup>3</sup>



Les barrages ont fragmenté les deux tiers des grands fleuves du monde<sup>4</sup>, déplacé plus de 80 millions de personnes<sup>5</sup> et affecté environ 472 millions de personnes.<sup>6</sup>



Les barrages ont généralement une durée de vie de 50 ans<sup>7</sup>. Après cela, ils cessent de fonctionner de manière optimale et perdent leur viabilité.



Les pays et régions qui ont figurés parmi les premiers à participer au boom de la construction de barrages ont commencé à les déclasser.



L'Europe a supprimé 3 500 barrages.<sup>8</sup> Les États-Unis ont supprimé 1 605 barrages.<sup>9</sup> La Chine donne la priorité à la reconnexion des rivières du pays.<sup>10</sup>

### Notes de bas de page

1. The Nature Conservancy (2015). Le pouvoir des rivières, page 12.
2. Nature International Journal of Science (2019). Cartographier les rivières libres du monde.
3. WWF (2018). Living Planet Report 2018
4. Nature International Journal of Science (2019). Cartographier les rivières libres du monde.
5. Commission mondiale des barrages WCD (2000). Barrages et développement: un nouveau cadre.
6. Water Alternatives (2010). Perdu dans l'ombre du développement: Les conséquences humaines des barrages.
7. Massachusetts Institute of Technology (2012). Les Barrages.
8. WWF (2019). Le plus grand effacement de barrages de l'histoire européenne commence.
9. American Rivers (2018). 99 barrages supprimés pour restaurer des rivières en 2018.
10. Comité central du Parti communiste chinois (2016). Le 13ème Plan quinquennal de développement économique et social de la République populaire de Chine (2016-2020), voir page 89.

# 1. Résumé

Des rivières en bonne santé sont essentielles au maintien des communautés et des écosystèmes qui en dépendent. Pourtant, les rivières du monde entier sont menacées. Près de 3 700 nouveaux projets de barrages ont été proposés ou sont déjà en construction.<sup>1</sup> Malgré la grande diversité de tailles, d'échelles et de géographies des nouveaux barrages en construction, un nombre relativement restreint de sociétés est responsable de leur construction. Ainsi, les politiques et les pratiques de ces sociétés ont d'énormes conséquences pour les rivières et les droits de l'homme. L'objectif de ce rapport est d'inciter la mise en concurrence de ces sociétés non pas simplement sur des bases financières mais plutôt en fonction de leurs antécédents environnementaux et sociaux.

Dès le début, International Rivers a identifié l'importance émergente des entreprises chinoises, qui sont devenues les principaux acteurs de la construction de barrages. Selon les estimations, une seule société chinoise, PowerChina Resources, détiendrait jusqu'à 50% du marché international de la construction de barrage hydroélectriques.<sup>2</sup> Par ailleurs, le groupe chinois Energy Engineering s'est récemment vanté du fait que les entreprises chinoises représentent 70% du marché mondial de l'hydroélectricité.<sup>3</sup> Les entreprises hydroélectriques chinoises sont bien placées pour avoir encore plus d'influence, alors que la Chine poursuit le déploiement des "Routes de la Soie" (Belt and Road Initiative), un projet de connectivité transcontinental d'un montant de plusieurs milliards de dollars d'infrastructures qui devrait être achevé d'ici 2049.

En 2015, International Rivers a publié un rapport novateur qui a été le premier à comparer et à classer sept sociétés hydroélectriques appartenant à l'État chinois en fonction des politiques et des pratiques mises en oeuvre dans leurs projets internationaux. Ce rapport s'appuie sur nos travaux de 2015 et vise à comparer les politiques environnementales et sociales des entreprises vis à vis des principes clés acceptés sur le plan international. Il examine également leur mise en oeuvre à travers une série de sept études de cas approfondies de barrages construits par six entreprises (cinq chinoises et une américaine), avec des informations détaillées sur ces projets à grande échelle et qui ont été mis en ligne entre 2016 et 2019. Ces études comprenaient des visites de projets en cours de développement dans le monde entier et des réunions avec la direction, les agences gouvernementales, les travailleurs et les communautés locales. Il diffère du rapport de 2015 en ce sens qu'il ne tente pas de classer les sociétés les unes par rapport aux autres. Il présente également plus en détails chaque projet afin de mettre en évidence certains des facteurs contextuels que les sociétés doivent prendre en compte pour déterminer s'il convient de s'impliquer dans un projet.

L'étude, les entretiens et les visites de site réalisés pour ce rapport ont été menés dans l'intention de documenter et de surveiller l'exécution des projets dans leur phase finale de construction. Le rapport fournit des informations factuelles et descriptives des impacts concrets rencontrés sur le terrain. Il propose des recommandations sur la manière dont les entreprises peuvent améliorer de manière significative leurs résultats environnementaux et sociaux pour ces cas spécifiques, mais aussi améliorer leurs politiques et leurs pratiques afin de garantir des résultats positifs lors de projets futurs.



## Résumé des principales conclusions

Les entreprises de premier plan doivent intégrer une diligence raisonnable appropriée dans la manière dont elles évaluent les projets potentiels, même si cela implique de renoncer à des opportunités commerciales potentiellement rentables. Un exemple encourageant, en 2013, Sinohydro International s'est retiré du barrage Agua Zarca au Honduras au motif que son client était impliqué dans des activités controversées et inappropriées avec les communautés locales.<sup>4</sup> Si les entreprises aspirent à être des acteurs responsables du secteur, nous devons les voir adopter un niveau d'exigence plus élevé par rapport à ce genre de risque, et définir les principes clés de leur participation. Certains projets ne doivent tout simplement pas être construits en raison de leurs effets irréversibles, de la violation d'accords de préservation d'aires protégées ou de leur emplacement dans des pays où les communautés impactées manquent de moyens efficaces pour faire entendre leurs préoccupations.

De manière générale, les entreprises ne disposent pas de processus de diligence raisonnable permettant de déterminer s'il est approprié de participer à un nouveau projet. Les études de cas présentées dans ce rapport montrent que China International Water and Electric (CWE), une filiale de China Three Gorges Corporation, a accepté un contrat pour la construction du barrage d'Isimba sur le Nil Blanc en Ouganda, alors que le réservoir submergerait d'importantes aires protégées<sup>5</sup>. AES Corporation a poursuivi la construction du projet Alto Maipo au Chili face aux nombreuses protestations publiques suscitées par l'impact du projet sur l'alimentation en eau potable de la capitale Santiago.<sup>6</sup> Huaneng a fait avancer le projet hydroélectrique de Lower Sesan 2 au Cambodge malgré les protestations généralisées des communautés et des documents de l'ONU sur les violations des droits de l'homme résultant de la mise en œuvre du projet.<sup>7</sup>

La plupart des entreprises sont principalement soucieuses de respecter les délais de construction du projet, au détriment des objectifs sociaux et environnementaux. PowerChina Resources, par exemple, n'a pas respecté la loi Laotienne concernant la réinstallation et l'indemnisation avant de commencer la construction du projet hydroélectrique de la cascade Nam Ou au Laos, qui déplacera plus de 10 000 personnes.<sup>8</sup>

Les politiques des entreprises sont bien en deçà des normes internationales acceptées. Notre évaluation a comparé les politiques des entreprises aux normes acceptées sur le plan international, en utilisant les exigences clés et principes du standard de performance de la Société financière internationale (IFC) en raison de son application quasi universelle. Cela incluait des objectifs fondamentaux, tels que l'amélioration du niveau de vie des communautés réinstallées, et l'obligation pour les entreprises d'évaluer les impacts cumulés de plusieurs projets sur un bassin hydrographique. Nous avons constaté que les entreprises doivent renforcer considérablement leurs politiques environnementales et sociales afin de refléter les normes internationales si elles veulent être considérées comme des leaders du secteur.

De même, la divulgation des documents clés reste faible et inférieure aux normes internationales. Toutes les entreprises incluses dans l'étude manquaient de politiques exigeant que les évaluations d'impact environnemental et social soient divulguées publiquement ou qu'elles fassent l'objet d'une consultation par les communautés touchées. Ces exigences sont pourtant intégrées dans tous les standards internationaux, y compris les normes de performance de la Société financière internationale. Seul un des sept projets examinés (Alto Maipo au Chili par AES) avait rendu publique l'étude d'impact environnemental complète avant le début des travaux de construction.

Étant donné que les réglementations des entreprises et les principes directeurs du secteur de l'hydroélectricité ne sont généralement pas considérés comme contraignants, les entreprises obtiennent des résultats supérieurs et appliquent des mesures plus strictes si elles sont obligées de le faire par la législation du pays d'accueil.

Dans les cas où les lois des pays sont insuffisantes ou partiellement appliquées, nous n'avons pas trouvé de cas où les entreprises ont réussi à insister pour que les gouvernements acceptent et appliquent leurs propres standards (plus élevés) en matière de développement durable. China Gezhouba Group Company (CGGC), une société détenant l'une des plus grandes parts du marché mondial de l'hydroélectricité, dispose d'un système sophistiqué de conformité légale et ses directives imposent la réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement avant la construction d'un projet. Pourtant, le propriétaire du projet (le gouvernement du Pakistan) a ordonné à la construction du barrage de Neelum Jhelum de se poursuivre sans garantir les conditions adéquates pour la construction du projet, y compris la réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement avant la construction. Le propriétaire a également eu recours à des plans de réinstallation et d'indemnisation inadéquats, qui excluaient certaines parties de la population affectée. CGGC a délaissé la responsabilité de l'étude d'impact environnemental et de la réinstallation des populations au propriétaire du projet.<sup>9</sup>

Même les pays dotés de lois strictes sur le papier peuvent être sapés par des lois ou principes contradictoires visant à faciliter le développement économique et l'exploitation des ressources naturelles.

Alors que le Cambodge dispose de lois reconnaissant les droits des peuples autochtones, le projet hydroélectrique de Lower Sesan 2 a entraîné la réinstallation involontaire de plus de 5 000 personnes, dont beaucoup d'autochtones, en violation des lois nationales et des droits de l'homme.

Les entreprises engagées dans le cadre de contrats de construction (Engineering Procurement Construction/ Ingénierie, Approvisionnement et Construction) renoncent à la responsabilité des impacts environnementaux et sociaux. Les entreprises hydroélectriques évitent systématiquement leurs responsabilités environnementales et sociales en se cachant derrière des argumentaires contractuels. Les entrepreneurs responsables doivent s'assurer que les analyses et les études de base appropriées sont terminées avant le début de la construction du projet, quel que soit les conditions de leur contrat. Cela facilite la mise en œuvre robuste de politiques visant à protéger l'environnement et les communautés. Les quatre sociétés examinées dans le présent rapport qui ont été engagées dans le cadre de contrats de construction de contrats d'ingénierie (CGGC, China Three Gorges, AES, Sinohydro International) n'assument aucune responsabilité quand aux enjeux environnementaux et sociaux. Ce serait une étape importante pour que les entreprises démontrent leur réelle aspiration à devenir des acteurs responsables du secteur.



Visite du barrage hydroélectrique Nam Ou 7, Laos. 2017.

## Quel avenir?

Alors que le secteur de l'hydroélectricité redouble ses efforts pour se positionner comme contributeur à la réalisation des objectifs de développement durable et à l'atténuation des effets du changement climatique, ses véritables impacts sont dévoilés au grand jour. Les cas bien documentés de déplacements de populations autochtones provoqués par des barrages au Brésil et au Cambodge sapent ces revendications, tandis que des tragédies très médiatisées telles que l'effondrement du barrage de Xe Pian-Xe Namnoy au Laos exposent les graves risques sur la sécurité que posent les barrages. L'impact des barrages sur la biodiversité, en particulier sur les espèces menacées d'extinction, sera examiné de plus près à mesure que le monde se prépare à prendre des engagements plus fermes pour protéger la biodiversité lors de la quinzième Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique en 2020.

Les énergies renouvelables comme l'éolien et le solaire sont éprouvées et compétitives, et montrent des augmentations récentes spectaculaires de leur capacité installée dans le monde. Ces solutions énergétiques peuvent être déployées pour mieux répondre aux besoins persistants en matière d'accès à l'énergie, elles sont plus rapides à mettre en place et, dans de nombreux endroits, sont moins chères que l'hydroélectricité. En fait, certaines des sociétés examinées dans ce rapport ont des portefeuilles énergétiques incluant ces options. China Three Gorges Corporation, par exemple, souhaite être le leader du développement de l'éolien offshore en Chine et a mis en service le plus grand parc éolien offshore du pays (Parc éolien de Xiangshui) ainsi que de grands projets éoliens offshore en Europe.<sup>10</sup>

L'hydroélectricité représente une telle menace pour la préservation de rivières sauvages et en bonne santé<sup>11</sup>, que les entreprises doivent radicalement transformer leur mode de fonctionnement en alignant leurs politiques sur les normes internationales en vigueur et en les respectant. Si elles veulent rester compétitives à l'échelle mondiale, elles feraient bien de suivre les tendances récentes qui ont vu un déclin constant de l'hydroélectricité en faveur des options renouvelables.

## Notes de bas de page

1. Global Dam Watch (2015). "Base de données sur les futurs réservoirs et barrages hydroélectriques".
2. Rapport de responsabilité sociale de l'entreprise PowerChina, 2016.
3. People's Daily (2019). Les entreprises Chinoises représentent 70% du marché mondial de l'hydroélectricité.
4. Sinohydro Group (2013). Réponse du groupe Sinohydro à Business and Human Rights concernant le barrage Agua Zarca, Honduras.
5. The Infrastructure, site d'information sur l'industrie en Ouganda. La Banque mondiale s'inquiète du barrage d'Isimba.
6. Sauvons la rivière Maipo (2015). Une marche de plus de 30,000 personnes au Chili pour sauver une rivière.
7. Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (2018). Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Cambodge.
8. République Démocratique du Laos (2005). Décret sur la compensation et la réinstallation des personnes touchées par les projets de développement et décret sur l'approbation et la promulgation de la «politique de développement durable de l'hydroélectricité» en République Démocratique du Laos.
9. International Rivers (2017). Notes des rencontres et entretiens avec l'entreprise CGGC à Beijing, des propriétaires fonciers et des résidents, des communautés locales et des représentants syndicaux durant la visite sur terrain en 2015-2017.
10. China Three Gorges Corporation (2019). Les nouveaux projets énergétiques.
11. Vörösmarty et al. (2010). Menaces mondiales sur la sécurité en eau potable et la biodiversité des rivières.



# Études de cas

## Chile

### Alto Maipo

Barrage hydroélectrique Alto Maipo (531 MW) sur le fleuve Maipo au Chile.

Société AES Corporation. EPC.

Le fleuve Maipo est la source principale d'eau potable pour les résidents de Santiago, la capitale du pays et est importante pour les agriculteurs chiliens

## Côte d'Ivoire

### Soubré

Barrage hydroélectrique Soubré (275 MW) sur le fleuve Sassandra dans la Côte d'Ivoire.

Société Sinohydro International. EPC.

Le fleuve Sassandra traverse des écorégions terrestres variées en Côte d'Ivoire.

## Pakistan

### Neelum-Jhelum

Barrage hydroélectrique Neelum-Jhelum (969 MW) sur la rivière Neelum au Pakistan.

Société China Gezhouba Group Corporation. EPC.

La rivière Neelum traverse le territoire contesté du Cachemire au Pakistan et en Inde

## Laos

### Nam Ou 2 & Nam Ou 6

Barrage hydroélectrique Nam Ou 2 (120 MW)  
Barrage hydroélectrique Nam Ou 6 (180 MW)

Sur la rivière Ou (La Nam Ou).  
Société PowerChina Resources. BOT.

La Nam Ou est un affluent du Mékong et coule entièrement dans le Laos. La cascade de sept barrages hydroélectriques sur la Nam Ou représente la première fois qu'une société chinoise développe une rivière en entier dans un pays hors de la Chine.

## Ouganda

### Isimba

Barrage hydroélectrique Isimba (183 MW)

Société China International Water & Electric Corporation, filiale de la Société Trois Gorges (China Three Gorges). EPC.

Le Nil Blanc, originaire d'Ouganda, forme ce qui est souvent considéré comme le plus long fleuve du monde.

## Cambodge

### Lower Sesan II

Barrage hydroélectrique  
Lower Sesan II (400MW)

Sur la rivière Sesan au Cambodge.

Société Huaneng Lancang  
River Hydropower Inc. BOT

Des rivières en bonne santé sont essentielles au maintien des communautés et des écosystèmes qui en dépendent. Pourtant, les rivières du monde entier sont menacées. Près de 3 700 nouveaux projets de barrages ont été proposés ou sont déjà en construction. Malgré la grande diversité de tailles, d'échelles et de géographies des nouveaux barrages en construction, un nombre relativement restreint de sociétés est responsable de leur construction. Ainsi, les politiques et les pratiques de ces sociétés ont d'énormes conséquences pour les rivières et les droits de l'homme. Ce rapport présente sept études de cas approfondies de barrages en phase d'achèvement. Les études de cas décrivent les impacts au sol, couvrent un vaste territoire et sont considérés comme des projets phares de certaines des sociétés les plus influentes du secteur de l'hydroélectricité. L'objectif du rapport est d'inciter la mise en concurrence de ces sociétés non pas simplement sur des bases financières mais plutôt en fonction de leurs antécédents environnementaux et sociaux.

